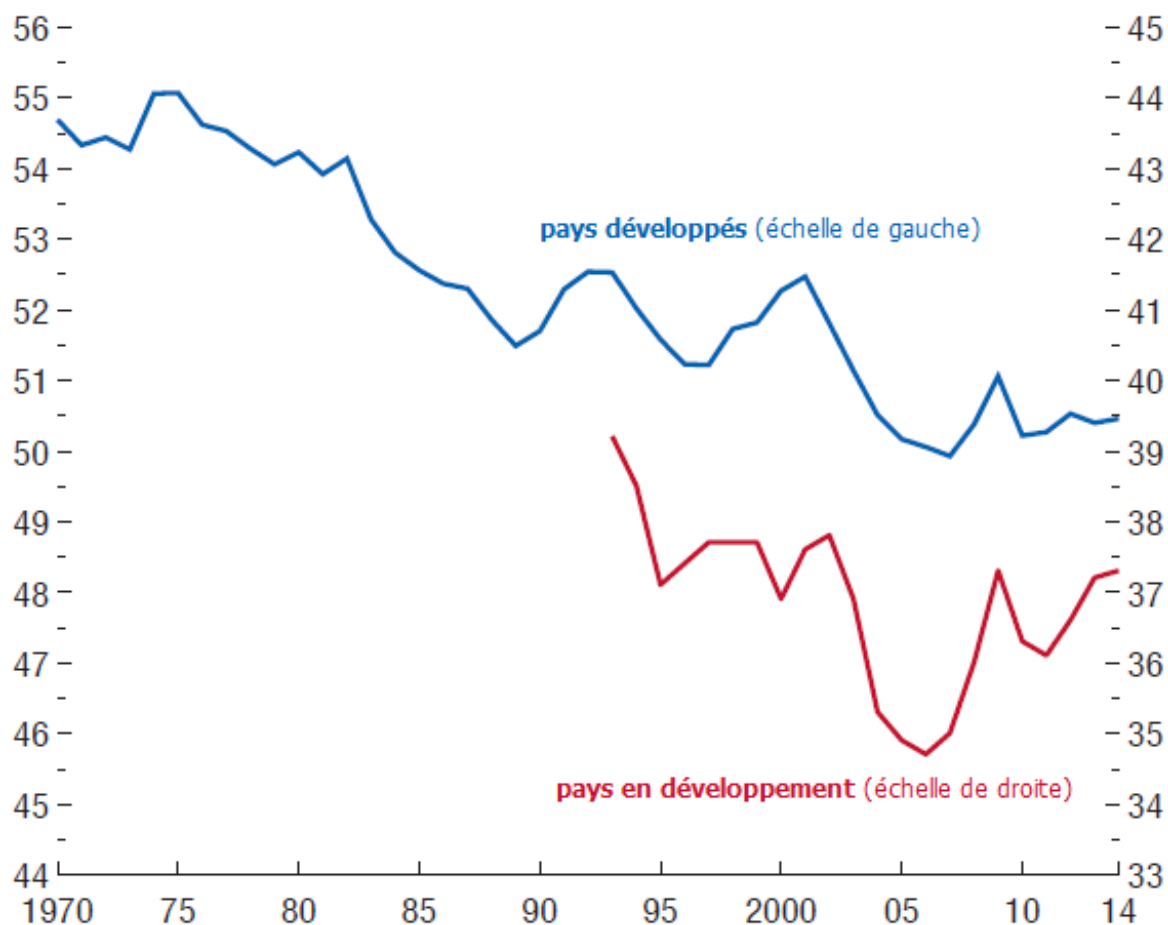


Comment expliquer la chute de la part du travail dans le revenu national ?

 blog-illusio.com/2017/04/comment-expliquer-la-chute-de-la-part-du-travail-dans-le-revenu-national.html



Pendant longtemps, les économistes ont considéré que le partage du revenu national entre les facteurs de production était constant : les parts du revenu rémunérant respectivement le travail et le capital resteraient les mêmes à long terme, malgré d'éventuelles fluctuations à court terme. Il s'agissait d'ailleurs de l'un des « faits

stylisés » mis en avant par Nicholas Kaldor (1957). Or la part du revenu rémunérant le travail a eu tendance à décliner dans plusieurs pays ces dernières décennies. Dans les pays développés, la part du revenu rémunérant le travail a commencé à diminuer au cours des années 1980 ; elle a atteint son minimum juste avant qu'éclate la crise financière mondiale en 2008 et elle n'a que très légèrement augmenté depuis. A présent, les parts du travail sont environ inférieures de 4 points de pourcentage à leur niveau dans les années 1970. Les données sont beaucoup plus limitées pour les pays en développement, mais dans plus de la moitié d'entre eux, en particulier dans les plus grands d'entre eux, la part du travail semble également avoir décliné, et ce à partir du début des années 1990. Par exemple, en Chine, la part du travail a chuté de près de 3 points de pourcentage au cours des dernières décennies.

GRAPHIQUE Evolution de la part du travail (en % du revenu national)

Dans une étude publiée dans les dernières *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI, [Mai Chi Dao, Mitali Das, Zsoka Koczan et Weicheng Lian \(2017\)](#) ont compilé de nouveaux faits stylisés concernant cette déformation du partage du revenu national. Ils constatent notamment qu'entre 1991 et 2014 la part du travail a décliné dans 29 des 50 plus grandes économies ; ces 29 économies représentaient plus des deux tiers du PIB mondial en 2014. Au cours de la même période, la part du travail a eu tendance à décliner dans 7 des 10 plus importants secteurs : elle a le plus chuté dans les secteurs produisant les biens échangeables, notamment l'industrie, le transport et la communication. La baisse de la part du travail entre 1993 et 2014 résulterait en outre davantage du déclin de la part du travail dans chaque secteur plutôt que par une éventuelle réallocation de l'activité des secteurs à forte part du travail vers les secteurs à faible part du travail.

Si la part du revenu national rémunérant le travail décline, cela signifie que les salaires augmentent plus lentement que la productivité du travail. Selon le FMI, cette dynamique n'est pas forcément négative. Si la productivité du travail s'accroît à un rythme rapide grâce au progrès technique et qu'elle s'accompagne d'une hausse régulière des revenus du travail, alors la baisse de la part du travail peut être considérée comme étant un sous-produit d'un phénomène positif. Or, ce n'est pas le cas. Dans de nombreux pays, la part du travail diminue alors même que la productivité croît lentement, ce qui signifie que les revenus du travail augmentent encore plus lentement ou stagnent.

De plus, le déclin de la part du travail s'accompagne d'une hausse des inégalités de revenu [\[Milanovic, 2015\]](#). D'une part, au sein de la population active, le salaire des travailleurs les moins qualifiés a augmenté moins rapidement que celui des plus qualifiés. D'autre part, la propriété du capital est concentrée entre les mains des ménages les plus riches, si bien que ce sont ceux-ci qui profitent d'une hausse de la part du revenu national rémunérant le capital. Or, non seulement l'accroissement des inégalités peut alimenter les tensions sociales, mais elle peut aussi freiner (notamment pour cette raison-là) la croissance économique. Autrement dit, les inégalités peuvent freiner la croissance de la productivité du travail, ce qui alimente en retour le déclin de la part du travail.

L'évolution de la part du revenu national rémunérant le travail n'a pas été la même d'un pays à l'autre. Pour autant, le fait que plusieurs pays aient connu une baisse de la part du travail de façon assez synchronisée suggère que des facteurs mondiaux ont contribué à cette baisse. Les récentes études, souvent focalisées sur les Etats-Unis, ont souvent mis l'accent sur le rôle du progrès technique, de la mondialisation des échanges commerciaux et de la globalisation financière. En effet, le progrès technique aurait déformé le partage de la valeur ajoutée en poussant à la baisse le prix relatif des biens d'investissement : comme le coût (relatif) du capital a décliné, les entreprises auraient été plus incitées à automatiser leur production, c'est-à-dire à remplacer des travailleurs par des machines [\[Karabarbounis et Neiman, 2014\]](#).

La réduction des barrières à l'échange, notamment des coûts de transport et de communication, a accru la concurrence sur les marchés internationaux et la mobilité des biens et des capitaux, ce qui a davantage incité les entreprises à délocaliser leurs établissements dans les pays à faibles salaires [\[Elsby et alii, 2013\]](#). Avec l'intensification de la concurrence étrangère et la plus grande capacité des entreprises à délocaliser leurs établissements, les travailleurs, en particulier les moins qualifiés, ont perdu en pouvoir de négociation. Dans la mesure où les théories traditionnelles du commerce internationale prédisent que les pays qui sont relativement les plus abondants en capital doivent se spécialiser dans les activités les plus intensives en capital, il n'est alors

pas surprenant que la part du revenu national rémunérant le capital se soit accrue dans les pays développés. Par contre, les prédictions de ces mêmes théories ne se vérifient pas en ce qui concerne les pays en développement : comme ces derniers sont relativement plus abondants en travail et auraient par conséquent eu tendance à se spécialiser dans les activités les plus intensives en travail, la part du revenu national rémunérant le travail aurait dû s'accroître en leur sein.

En plus du progrès technique, de la mondialisation commerciale et de la globalisation financière, d'autres facteurs ont pu contribuer à déformer le partage de la valeur ajoutée au profit du capital. Par exemple, la hausse de la concentration dans plusieurs secteurs a pu accroître la part du capital et déprimer la part du travail [Autor et alii, 2017]. En outre, certaines politiques économiques, notamment la réduction de l'imposition sur les entreprises, ont pu inciter les entreprises à substituer la main-d'œuvre par du capital. Enfin, des changements institutionnels comme le recul du syndicalisme ont pu contribuer à réduire le pouvoir de négociation des travailleurs.

Selon l'analyse menée par Mai Chi Dao et ses coauteurs, les avancées technologiques constitueraient la principale cause de la baisse de la part du travail dans les pays développés ; elles expliqueraient en l'occurrence environ la moitié de celle-ci. Les pays les plus exposés à l'automatisation des tâches routinières auraient été davantage exposés à la déformation du partage de la valeur ajoutée. La technologie et l'intégration expliqueraient ensemble près de 75 % de la baisse de la part du travail en Allemagne et en Italie et près de 50 % de la baisse de la part du travail aux Etats-Unis. Dans les pays émergents dans leur ensemble, ce sont la mondialisation et la participation aux chaînes de valeur mondiale (la fragmentation des processus productifs) qui contribueraient en premier lieu à la baisse de la part du travail. Le déclin des parts du travail provoqué par la technologie et par l'intégration commerciale et financière a surtout affecté les travailleurs moyennement qualifiés. Ce résultat est cohérent avec l'hypothèse selon laquelle ce sont les travailleurs moyennement qualifiés qui réalisent généralement des tâches routinières et qui sont ainsi les plus exposés à l'automatisation : le progrès technique provoque en fait une polarisation de l'emploi et des salaires en faisant disparaître les emplois moyennement qualifiés.

Références

AUTOR, David, David DORN, Lawrence F. KATZ, Christina PATTERSON & John VAN REENEN (2017), « Concentrating on the fall of the labor share », NBER, *working paper*, n° 23108.

DAO, Mai Chi, Mitali DAS, Zsoka KOCZAN & Weicheng LIAN (2017), « Understanding the downward trend in labor income shares », in FMI, *World Economic Outlook*, chapitre 3.

ELSBY, Michael W.L., Bart HOBIJN & Aysegul ŞAHIN (2013), « The decline of the U.S. labor share », *Brookings Papers on Economic Activity*, automne.

KALDOR, Nicholas (1957), « A model of economic growth », in *The Economic Journal*, vol. 67, n° 268.

KARABARBOUNIS, Loukas, & Brent NEIMAN (2014), « The global decline of the labor share », in *Quarterly Journal of Economics*, vol. 129, n° 1.

MILANOVIC, Branko (2015), « Increasing capital income share and its effect on personal income inequality », *MPRA paper*, n° 67661.